

Auteur: ISRAËL

Commission: COMMISSION PARLEMENTAIRE POUR LA COOPÉRATION ET LA PAIX AU MOYEN ORIENT

Problématique: “COMMENT LES ÉTATS MEMBRES DE L’UNION EUROPÉENNE PEUVENT-ILS PESER DANS LA SORTIE DES CONFLITS AU MOYEN ORIENT ET ÊTRE LES INITIATEURS D’UN AGENDA POUR UNE PAIX DURABLE ET UNE COOPÉRATION RÉGIONALE PÉRENNE?”

Le Moyen-Orient, terre de la naissance de l’écriture, une région de richesse culturelle et d’opportunités économiques, devenu un foyer de conflits.

La casualité des conflits au Moyen-Orient s’est élargie depuis le second XXe siècle. Depuis ces dernières années, le Moyen-Orient voit plusieurs de ses pays s’enfoncer dans une situation alarmante. Le pétrole, les questions idéologiques, les tensions israélo-arabes, l’affirmation des identités religieuses et étrangères sont parmi les nombreuses causes de cette situation. De nos jours, l’attention de la communauté internationale et des acteurs régionaux est fixée dans les principaux conflits que déstabilise la zone comme le conflit de Syrie, le conflit de Yémen et le conflit Israélo-arabe.

Aujourd’hui réunis par initiative européenne, les Européens donnant exemple d’Union et étant eux aussi affectés par cette situation (pays européens attaqués par les groupes terroristes renforcés lors du conflit syrien) sont convaincus de pouvoir être des partenaires essentielles à l’origine d’une transition au Moyen-Orient vers la stabilité politique et la prospérité économique: comment les états membres de l’Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d’un agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?

Notre pays, l’Israël, se situe sur la côte orientale de la mer Méditerranée au Proche-Orient en Asie occidentale. Il est le seul État hébreu du monde (où la population est majoritairement juive avec une proportion de 75%) et il est admis par l’Onu depuis 1948 et à ce jour la majeure partie des pays du monde a reconnu Israël en tant qu’état à l’exception de la plupart de ceux du monde arabe. Israël est une démocratie parlementaire et libérale.

La Knesset, notre assemblée, représentant le pouvoir législatif, a adopté le 19 juillet 2018, une nouvelle loi fondamentale, qui fait d’Israël l’état-nation du peuple juif. La population non juive comprend principalement des Arabes israéliens et ils représentent 21% de la population, 85% d’entre eux étant musulmans. Ces derniers sont complètement tolérés et de libres pratiquer leurs religions.

Notre pays se distingue par sa vie culturelle riche, son économie avancée industriellement et technologiquement. Par rapport à l’agriculture, le pays est auto-suffisant à 95% pour ses propres besoins alimentaires mais il exporte aussi. En 2010, Israël a officiellement rejoint l’Ocdé au vu des progrès économiques et réformes réalisés.

Après le vote du plan de partage de la Palestine le 29 novembre 1947 par l’Organisation des Nations Unies, Israël proclame son indépendance le 4 mai 1948 mettant fin au mandat britannique. Tous les États du monde arabe musulman votèrent contre le Plan de partage de 1947. Depuis cela, seules l’Égypte en 1993, l’Autorité palestinienne en 1994 et la Mauritanie en 1999 ont reconnu l’État d’Israël. La Syrie, l’Iran (depuis la révolution) et des groupes politiques comme le Hamas ou le Hezbollah en reconnaissent ni l’existence ni la légitimité d’Israël. Cependant, les émirats arabes unis et Bahreïn signent le 15 septembre 2020 avec Israël les “accords d’Abraham” établissant officiellement les relations diplomatiques entre l’Israël et ces deux pays arabes. Parmi les États voisins, Israël n’entretient pas de relations diplomatiques avec le Liban et la Syrie mais entretient des relations diplomatiques avec l’Égypte (1978), avec la Jordanie. Malgré être non officielles, des relations avec de nombreux États arabes dont l’Arabie saoudite existent. Ainsi, notre pays entretenait également des relations avec l’Iran avant la Révolution islamique de 1979.

Le 6 décembre 2017, le président américain Donald Trump annonce la reconnaissance de Jérusalem (demandé par notre pays à la suite de la guerre des Six Jours, comme capitale d’Israël. Pourtant que les états devraient être souverains dans le choix de leur capitale, la résolution 478 de l’Onu déclare nulle la loi fondamentale d’Israël définissant Jérusalem comme capitale conjointe de deux états (hébreux et palestiniens). La Russie, un exemple d’allié du régime syrien (ennemi d’Israël) mais qui toutefois maintient des relations avec notre pays, considère Jérusalem Ouest comme la capitale d’Israël et Jérusalem-Est comme celle de l’état palestin. Concernant la position officielle israélienne sur la guerre civile syrienne, celle-ci est neutre depuis le début du conflit mais elle a été impliquée dans la guerre civile syrienne sous des aspects politiques, militaires et humanitaires. Notre pays s’est opposé à l’implication de l’Iran dans la guerre. Notre rôle militaire dans ce conflit a été limité aux frappes de missiles en défense des attaques terroristes à l’état hébreu, dans la plus récente a eu lieu le 13 janvier de cette année.

Quoique la Syrie continue participant activement au boycott arabe d'Israël, n'ait jamais reconnu notre pays et n'accepte même pas les passeports israéliens pour entrer en Syrie, l'Israël a fourni une aide humanitaire aux victimes de la guerre syrienne du 2013 à septembre 2018, un effort qui s'est considérablement intensifié depuis juin 2016 avec l'opération "Bon Voisin". La Syrie et l'Israël autorisent un commerce limité: la Syrie fournit 10% de l'eau pour la Ville de Majdal Shams, près de la frontière syrienne dans le cadre d'un accord et l'état de paix à la ligne de cessez-le-feu a été mis à rude épreuve pendant la guerre civile syrienne, laquelle se poursuit. Notre pays tente de collaborer à la paix au Moyen Orient proposant des solutions, soit des aides, soit des "cessez-le-feu", des accords...

Cette paix devrait se réussir avec la reconnaissance d'Israël par le monde arabe, avec le rejet du terrorisme, la dialogation et la mise en place d'un changement concernant la démocratie de l'actuel gouvernement syrien.

L'année passé, Donald Trump a présenté son plan de paix pour tenter de résoudre le conflit entre l'Israël et le monde arabe. L'initiative du président américain a satisfait notre pays. Parmi les nombreux points sensibles de ce plan figure la reconnaissance de l'annexion par Israël à son territoire des colonies qu'il a implantés en Cisjordanie et le futur État palestinien mais sans la totalité des territoires occupés par Israël depuis 1967 par Israël et le rejet du terrorisme palestinien, démilitarisant le peuple palestin. De plus, Jérusalem restera la capitale indivisible d'Israël mais créant une capitale de l'État Palestinien cantonné dans les faubourgs de Jérusalem-Est. Ce projet réaliste et juste pour le peuple juif, qui a été terriblement mal traité et obligé à l'exile par plusieurs autres peuples et ne disposant que d'un seul état pour eux (l'Israël) a été rejeté par les musulmans, ces derniers ayant de nombreux états musulmans. La France, de sa part, a voulu une solution avec deux États mais cette solution a été de peu succès. La France, ainsi que les États-Unis, ses partenaires européens et tous ce qui peuvent contribuer à la réalisation de l'objectif de la paix durable et de la sortie des conflits au Moyen Orient, continueront à agir.